

RÉPONSE (JUILLET 2016) : QUESTIONNAIRE ANNUEL DE MISE A JOUR DES ENGAGEMENTS FP2020



BURKINA FASO

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/BURKINA-FASO](http://www.familyplanning2020.org/burkina-faso)

RÉPONSE : POLITIQUE ET ENGAGEMENTS POLITIQUES

- Le Burkina Faso a mis en œuvre son plan national de relance de la planification familiale qui est arrivé à échéance en 2015. Le processus de l'évaluation du plan de relance a commencé avec l'appui technique et financier de l'UNFPA. En effet les termes de référence ont été finalisés ainsi que le timing de l'évaluation. Le recrutement des consultants est en cours et l'évaluation devrait démarrer en août 2016. A l'issue de cette évaluation un nouveau plan dit de seconde génération couvrant la période 2016-2020 sera élaboré. Signalons en outre que le Burkina Faso vient d'adopter son Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) où la Planification Familiale a été considérée, non pas comme un indicateur d'offre de services, mais plutôt comme un indicateur de développement.

RÉPONSE : ENGAGEMENTS FINANCIERS

- Le gouvernement du Burkina Faso a maintenu le financement des produits contraceptifs à travers le budget de l'état. Avec les événements politiques vécus en 2015 et la mise en place d'un nouveau gouvernement cette ligne n'a pu connaître une augmentation bien au contraire elle a diminué. Le plaidoyer est en cours pour le rétablissement du financement et envisager son augmentation.

RÉPONSE : ENGAGEMENTS CONCERNANT LE PROGRAMME ET LES PRESTATIONS DE SERVICES

- Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de sécurisation des produits de Santé de la Reproduction et du plan de relance de la PF, le Burkina Faso a institutionnalisé depuis 2012, la stratégie de surveillance hebdomadaire des stocks de produits vitaux de santé de la reproduction y compris les produits contraceptifs. Cette surveillance hebdomadaire permet de suivre la disponibilité des produits dans les points de prestations de services. Elle est effective dans toutes les régions avec des niveaux d'appropriation variables. Ainsi, aucune rupture de produits essentiels n'a été signalée à la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques (CAMEG). En plus de la surveillance hebdomadaire des produits de santé de la reproduction, il y a la tenue régulière des tableaux d'acquisition des produits contraceptifs (TACs) deux fois par an, la tenue régulière de la rencontre du comité de sécurisation du plan de sécurisation des produits de SR et du plan de relance de la PF. A cela s'ajoute la tenue régulière de l'enquête sur la disponibilité des produits de santé de la reproduction. Un Logiciel de gestion des produits contraceptifs est en cours d'installation en 2016 dans les districts sanitaires et permettra d'assurer une gestion multi-sites par les districts sanitaires des points de prestations des services et y améliorer la disponibilité des produits dont certaines ruptures ont été signalées.
- Depuis 2014, le Burkina Faso met en œuvre le projet d'introduction de Sayana Press dans quatre régions du Burkina considérée comme des régions à potentiel fort.
- L'année 2015 a été essentiellement marquée par la tenue régulière des rencontres mensuelles du comité technique et des rencontres trimestrielles du comité de coordination du projet. A cela s'ajoute le suivi des activités sur le terrain. Le projet d'introduction a pris fin en mars 2016 et à l'issue du bilan, il a été décidé le passage à l'échelle dans toutes les 13 régions sanitaires que compte le pays. En effet, ceci est envisageable au regard des résultats obtenus et du fait de la facilité d'utilisation du produit, de son acceptation sur le terrain, de la disponibilité des outils (communication, formation), de l'accessibilité au niveau du terrain et l'existence d'un pool de formateurs. L'atelier a préconisé pour le passage à l'échelle :

- Le renforcement des compétences des prestataires à travers des ateliers d'orientation avec les différents acteurs à tous les niveaux ;
 - L'intégration de Sayana press dans le cours sur la planification familiale dans les Ecoles Nationales de Santé publique ;
 - La supervision des prestataires sur Sayana press intégrée à la supervision SR classique ;
 - Le Plaidoyer auprès des responsables administratifs (gouverneurs, hauts commissaires préfets), élus locaux, religieux, coutumiers, leaders d'opinion ;
 - La formation / des acteurs communautaires ;
 - Le développement des approches de création de la demande qui ont fait leurs preuves durant la phase pilote,
 - Le renforcement de la communication de masse média et la communication de proximité impliquant les acteurs au niveau communautaire (ONG, OBC-E, associations, etc...) ;
 - La reproduction des supports d'IEC/CCC et dotation des acteurs ;
 - La communication/ création de la demande en approche contractuelle ;
 - La stratégie avancée : il a été recommandé de réfléchir davantage sur sa faisabilité à tous les niveaux. Toutefois, elle peut être faite dans les cas suivants :
 - en cas de renouvellement (le premier contact devant être fait au niveau du CSPS) ;
 - si la discrétion est assurée ;
 - intégrée à la stratégie avancée au PEV et aux autres activités de sensibilisation en impliquant les ASBC ;
 - Stratégie mobile; réalisée à travers les équipes mobiles des ONG existantes ;
 - La Stratégie fixe dans les formations sanitaires publiques, les cliniques ONG ;
 - Le renforcement de l'analyse des données et de la surveillance des stocks avec un feed-back à tous les niveaux ;
 - L'implication de tous les acteurs, y compris les agents des agences CAMEG lors des rencontres au niveau régional et central ;
 - L'intégration de la validation des données au TACs ;
 - L'adaptation des outils de rapportage ;
 - L'intégration du système de rapportage au SNIS existant (ENDOS) ;
 - L'intégration du suivi à tous les programmes, lors des cadres de concertation existant ;
 - L'intégration de la notification des effets indésirables de SP lors des formations/orientations ;
 - La mise à disposition des fiches de notification des effets secondaires ;
 - L'intégration de la thématique pharmacovigilance dans les supervisions ;
 - Veiller à la transmission des notifications des effets indésirables (FS) ;
 - Assurer l'analyse, la compilation et la transmission des notifications à l'échelon supérieur (DGPML).
- La synthèse des recommandations issues de l'atelier bilan est présentée dans le tableau ci-dessous

Recommandations	Responsables	Collaborateurs	Échéance
Elaborer un plan de passage à l'échelle de Sayana press	DSF	PTF, DRS, DS	Janvier 2016
Collecter de façon active l'information sur la pharmacovigilance de Sayana press	DRS	DS, DGPML	Continue
Mener une réflexion pour voir dans quelle mesure impliquer le secteur privé dans la distribution de Sayana press	DSF	PTF, DRS, DS	Janvier 2016
Mener une réflexion sur la stratégie avancée en PF y compris Sayana press	DRS	DS, DSF	Continue

- Avec l'appui de l'UNFPA, il y a eu une extension de la stratégie de l'Ecole des maris dans le district sanitaire de Kaya. En outre, avec le projet SWEED, il est question de créer de nouvelles écoles. Egalement grâce à l'appui financier de l'UNFPA, Marie Stopes International expérimente une nouvelle approche à savoir l'implication des coton-culteurs dans la promotion de la planification familiale dans la région de la Boucle du Mouhoun. Dans la région du Centre-Est avec l'Initiative privé et communautaire (IPC) l'approche « Pugsisongo » est en expérimentation ; elle consiste à impliquer les hommes dans la planification familiale.
- Le secteur privé est impliqué dans les différents cadres de concertation pour les questions de planification familiale, en outre des sessions de formation ciblant les prestataires du secteur privé sont organisées chaque année dans de cadre de l'amélioration des prestations. Avec le projet Sayana Press, il est question de développer de nouvelles stratégies pour impliquer le secteur privé dans l'offre du produit.

RÉPONSE (JUILLET 2016) : QUESTIONNAIRE ANNUEL DE MISE A JOUR DES ENGAGEMENTS FP2020



BURKINA FASO

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/BURKINA-FASO](http://www.familyplanning2020.org/burkina-faso)

Le texte qui suit résume l'engagement pris par la Première Dame Chantal Compaoré au nom du gouvernement du Burkina Faso au Sommet de Londres sur la planification familiale, le 11 juillet 2012.

Le Burkina Faso, grâce au leadership et à l'incitation de la Première Dame, s'engage à prendre des mesures en matière de politique, de financement et de programmation. L'objectif sera de maintenir la planification familiale comme une priorité majeure des politiques de développement, en appliquant efficacement les instruments juridiques existants en matière de santé génésique et en réduisant le coût des produits contraceptifs. Le Burkina Faso veillera à accroître les ressources allouées à la planification familiale dans les budgets de l'État. Il cherchera également à renforcer les partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile en matière de prestation de services, à définir et élaborer des stratégies qui font participer les hommes, et à mettre en place un suivi régulier et actif de la disponibilité des produits contraceptifs à tous les niveaux.

Objectifs

1. Augmenter le taux de prévalence de la contraception en le faisant passer de 15 % en 2010 à 25 % en 2015, ce qui signifie permettre à 400 000 autres femmes d'utiliser les méthodes modernes de contraception.

Engagements financiers

La prévision de budget établie par le Burkina Faso pour le plan d'action national devrait atteindre 38 millions de dollars américains pour la période 2011-2015. Le pays va maintenir le financement gouvernemental pour les produits contraceptifs à 1 million de dollars américains par an, et va accroître les ressources allouées à la PF dans les budgets de l'État.

Politique et engagements politiques

Le Burkina Faso mettra en œuvre le plan d'action national pour la PF et la santé maternelle développé en 2011 dans le cadre du partenariat Ouagadougou. Le pays va maintenir la planification familiale comme une priorité majeure des politiques de développement, en appliquant efficacement les instruments juridiques existants en matière de santé génésique et en réduisant le coût des produits contraceptifs. Il vise à renforcer les partenariats avec le secteur privé et les OSC pour la prestation de services.

Engagements concernant le programme et les prestations de services

Le Burkina Faso va définir et élaborer des stratégies pour faire participer les hommes, soutenir l'innovation en étudiant un lancement pilote de Depo-subQ/Uniject, établir une surveillance régulière et active de la disponibilité des produits contraceptifs à tous les niveaux, et mesurer et évaluer rigoureusement la mise en œuvre du plan d'action national pour garantir que les objectifs sont atteints.